

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Objet de la consultation :

**Prestations d'entretien des espaces verts et d'élagage pour les unités extérieures du
Centre INRAE Occitanie-Montpellier**

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique

Désignation du pouvoir adjudicateur :

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Occitanie - Montpellier
2 place Pierre Viala – 34060 Montpellier CEDEX 2
Courriel : sam-montpellier@inrae.fr**

Code NACRES : BG.21 : Services de création et d'entretien des espaces verts

Code CPV : 77310000-6 - Réalisation et entretien d'espaces verts

77340000-5 - Élagage des arbres et taille des haies

03451000 - Fourniture de végétaux

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE	3
2	DISPOSITIONS GENERALES	3
3	GESTION ECOLOGIQUE DES ESPACES VERTS – DEVELOPPEMENT DURABLE.....	3
4	PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	4
4.1	Tonte et fauche des espaces enherbés	4
4.2	Débroussaillage des zones non accessibles avec des engins de tonte et de fauche	5
4.3	Balayage et ramassage des feuilles sur voies d'accès, parkings, égouts, avaloirs.....	6
4.4	Taille.....	6
4.5	Désherbage et entretien des massifs floraux, zones d'aménagements paysagers spécifiques, jardinières, patios.....	6
4.6	Vigilance et entretien des systèmes d'arrosage	7
4.7	Entretien des espaces boisés dans le cadre des OLD	7
4.8	Gestion des déchets verts	7
4.9	Gestion des espèces exotiques envahissantes.....	8
4.10	Modalités d'exécution des prestations	8
4.11	Mise à disposition de certaines zones à des fins éducatives.....	8
5	PRESTATIONS D'ELEGAGE.....	8
5.1	Modalités d'exécution des prestations	8
5.2	Formation et qualification du personnel	9
5.3	Sécurité et équipements de protection individuelle (EPI)	9
5.4	Dégradations causées aux voies, ouvrages et espaces verts	10
6	Plan de prévention des risques	10
7	Réunion de démarrage.....	11

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts et d'élagage au profit des sites INRAE suivants :

- **Bâtiment ARCAD**, 10 rue Arthur Young, 34090 Montpellier
- **Campus de La Valette**, 361 et 500 rue Jean François Breton, 34196 Montpellier
- **UMR CBGP**, Campus international de Baillarguet, CS 30016, 34988 Montferrier/Lez Cedex
- **LBE**, Laboratoire de Biotechnologie de l'Environnement, 102 Av. des Etangs, 11100 Narbonne
- **HBE**, Halle de Biotechnologie de l'Environnement, 60, Rue Nicolas Leblanc, 11100 Narbonne

Il donne lieu à deux grandes typologies de prestations :

- Les prestations d'entretien des espaces-verts,
- Les prestations d'abattage, d'élagage, d'arrachage, de dessouchage et de débardage d'arbres.

Chaque site aura une gestion qui lui est propre, en fonction des spécificités de son terrain. Elles seront déclinées dans les annexes jointes.

Le présent marché est alloté comme défini à l'article 2.2 du CCAP.

2 DISPOSITIONS GENERALES

L'entretien des espaces verts étant amené à évoluer en permanence en matière de performance environnementale, le titulaire s'engage donc à s'adapter à ces changements et à respecter la réglementation en vigueur.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats et de moyens, et ce pour l'ensemble des prestations prévues au présent marché.

La liste des prestations récurrentes demandées pour chacun des sites est non-exhaustive et correspond au recensement des besoins à la date de publication du présent marché. Cette liste pourra donc évoluer à la hausse comme à la baisse pendant l'exécution du marché.

La description indique, pour chaque site, notamment les prestations, les surfaces et les fréquences estimatives des prestations sur une période de 12 MOIS. Ce document constitue la base du bordereau des prix.

3 GESTION ECOLOGIQUE DES ESPACES VERTS – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le présent marché a pour but principal de favoriser un entretien des espaces verts interdisant le recours aux produits phytopharmaceutiques respectant le "zéro pesticide", et limitant la consommation d'eau, tout en veillant au maintien de l'aspect visuel des sites.

Concernant la consommation d'eau, le titulaire favorisera les actions pour diminuer sa consommation d'eau comme par exemple le paillage ou les sols couverts. Les programmes d'arrosage devront être adaptés en fonction des saisons et de la météorologie. Le titulaire s'engage à former son personnel à la limitation de sa consommation en fluides et à adopter un comportement écoresponsable.

Dans une démarche de transition et d'exemplarité écologique, il est demandé au titulaire d'inclure dans leur pratique les 2 principes de gestion suivants :

Gestion des déchets verts

Celle-ci privilégiera dans la mesure du possible de limiter l'exportation des déchets hors de site, ceci afin de réduire leur empreinte carbone (transport), de permettre de stocker du carbone sur place et de reconstituer la matière organique des sols.

Pour chaque site une zone de stockage sera définie dans la mesure où elle respecte les contraintes incendies (zones OLD) et possède un potentiel de nuisance limité.

Les branches pourront être stockées avec les résidus de tontes et de taille dans des haies de Benjes aménagées par le titulaire, sinon broyées en tas (BRF).

Les résidus verts non valorisables de cette manière ou en quantité trop importante (feuilles mortes à l'automne) seront en dernier recours évacués par le titulaire. Il est interdit de brûler les déchets sur site.

Favoriser la biodiversité

Le titulaire sera formé aux pratiques de gestion différenciée des espaces verts, il appliquera des méthodes et fréquences d'entretien adaptées à la vocation des différentes zones en y intégrant les éventuelles contraintes réglementaires d'obligations légales de débroussaillage en vigueur.

Le principe du fauchage tardif (cf. 4.1 Prestations de tonte et fauche des espaces enherbés p **Erreur ! Signet non défini.**) qui vise à respecter davantage le cycle de la nature, en coupant la végétation le moins possible, sera appliqué pour les zones indiquées sur les cartes jointes (zones 2). Ainsi, le couvert végétal aura le temps de se développer, ce qui favorisera la pollinisation et offrira nourriture et refuge à la faune.

Afin d'intégrer autant que possible les préconisations de la Ligue de Protection des Oiseaux en termes de période de taille, les opérations menées par le titulaire se feront avant le début de printemps (mi-avril maximum) et en fin d'été, début d'automne.

Le principe de fauchage tardif sera retenu dans la mesure où la montée en graine ne vient pas nuire aux travaux de recherche. Dans un maximum d'espaces enherbés des carrés de prairie seront maintenus et fauchés qu'à l'automne. **En revanche le titulaire maintiendra tondu, des bandes, des chemins, les pieds de mur et les bordures pour garantir le cheminement des usagers et le sentiment d'espace entretenu (selon le zonage 1 des cartes jointes).**

Comme indiqué dans l'article 21 du CCAG FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des déplacements (de personnes, de produits ou de matériels) nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

4 PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

La prestation d'entretien d'espaces verts est répartie en 2 lots géographiques :

LOT 1 : Entretien des espaces verts pour les sites de Montpellier et Montferrier / lez

LOT 2 : Entretien des espaces verts pour les sites de Narbonne

4.1 Tonte et fauche des espaces enherbés

Pour des raisons de gestion plus écologique des espaces verts, le mandataire privilégie l'entretien sous forme de pelouses rustiques, de prairies temporaires ou de friches. L'entretien sous forme de gazon est donc proscrit sur les sites car il implique de l'arrosage ainsi que de nombreuses tontes à coupe basse laissant peu de place au fleurissement.

Les zones définies ci-dessous sont légendées dans les cartes jointes en annexes au CCTP.

- **Zone 1** : Pelouse rustique aux abords des zones récréatives, des cheminements et abords des bâtiments (2 à 3 tontes autoportée par an avec hauteur de coupe mini de 10 cm, pas d'arrosage et ramassage de l'herbe), de septembre à fin avril.
- **Zone 2** : Prairies : Fauchage 2 fois par an avant mi-avril et en fin d'été, déchets de fauche laissés à la décision du gestionnaire local : laissés sur place ou ramassés et déplacés dans la zone dédiée aux déchets d'espaces verts)
- **Zone 3** : Zone de zéro fauche : délimitée par les gestionnaires locaux sur des zones en accord avec l'OLD, seront à respecter par le titulaire
- **Zone 4** : correspond aux patios ou massifs : Vérifier système arrosage et cohérence avec restrictions d'eau, désherbage manuel, paillage. Taille des rejets et branches mortes gênant le passage.
- **Zone OLD (Obligation légale de débroussaillage)** : les travaux à faire dans le cadre des OLD se répartissent dans l'entretien régulier des espaces verts (taille des haies, tontes autour des

bâtiments). Ils ne sont donc pas spécifiquement fléchés. En revanche, certaines zones boisées, doivent être entretenues, selon évolution, tous les 2 ou 3 ans, au couteau roncier, afin de limiter la trop grande expansion des ligneux. Ces zones font l'objet d'un paragraphe spécifique cf.4.7).

Chaque prestation de fauche et de tonte se fera de manière circulaire et débutera au centre de la parcelle à tondre, afin de laisser le temps à la faune de fuir. Cette méthode permet de ne pas acculer la petite faune au centre du terrain et d'éviter ainsi une mortalité excessive.

Les nouvelles plantations ou espèces protégées signalées par les agents des sites sont à respecter et à exclure du travail de tonte.

Au préalable, les surfaces à tondre et faucher doivent faire l'objet d'un nettoyage (enlèvement des cailloux, bouteilles, papiers, détritiques divers, etc.) par le titulaire.

Dans tous les cas la hauteur de coupe ne pourra pas être inférieure à 10 cm environ (sauf avis contraire du mandataire).

Le titulaire ne tondra pas sur un sol détrempé afin d'éviter toute dégradation du sol et de la végétation.

Les secteurs où le passage de la tondeuse, autoportée ou tondo broyeur risque de causer des dommages feront l'objet d'une finition manuelle comme : les pieds d'arbres enherbés, les bordures des massifs, le mobilier éventuel, les bordures de trottoir, les obstacles divers, etc.

Le titulaire portera une attention particulière à ne pas abimer l'écorce des arbres avec le rotofil. Pour limiter ce risque, les pieds des arbres seront paillés, avec les résidus de déchets verts.

Le titulaire prendra toutes les précautions pour éviter les projections aux abords des parkings, des bâtiments et à l'approche du personnel.

Les déchets de tonte seront ramassés aux abords des entrées de bâtiments et le long des circulations piétonnes et parking afin de conserver un aspect esthétique. La technique du mulching sur les prairies est acceptée à condition que le matériel utilisé le permette et dépendra de la décision des gestionnaires du site. Auquel cas, tous les déchets verts seront concentrés en un point défini pour chacun des sites.

Dans les zones non accessibles au public, pas ou peu fréquentées, les résidus de fauche pourront être laissés sur place.

Les déchets de tonte seront réutilisés sur site dans la mesure du possible et feront l'objet d'une valorisation en déchetterie en dernier recours. (CF. Article 2 Gestion écologique des espaces verts).

Les produits de tonte projetés sur les aires non engazonnées ou voiries doivent être soufflés et ramassés.

4.2 Débroussaillage des zones non accessibles avec des engins de tonte et de fauche

Le débroussaillage est réalisé à l'aide de débroussailleuses portables à fil ou à lame rotative ou équivalent selon l'état du terrain et, le cas échéant, suivant les indications du gestionnaire de site, en veillant à respecter et à préserver les végétaux particuliers qui pourront être au préalable désignés par lui.

L'usage de la débroussailleuse sera utilisé pour le travail de finition suite à la tonte (cf. article 4.1 ci-avant).

- Eliminer les repousses d'herbes entre les bordures et la voirie ainsi qu'entre les bordures et le trottoir
- Dégager les espaces pique-niques des herbes hautes

Et aussi pour l'entretien des zones non accessibles avec la tondeuse autoportée et le tondo broyeur à savoir :

- Les fossés
- Les pieds de mur de bâtiments
- Les buttes
- Des clôtures et limites de propriétés

Sur ce dernier point, l'objectif est de maintenir les clôtures en bon état. Et donc de maintenir de la végétation à 0,50m au minimum des clôtures, sauf impossibilité liée à la présence d'arbres et de haies plantées, le débroussaillage se fera de manière à dégager les pieds de grillage, à supprimer les ronces, les repousses

d'espèces exotiques envahissantes et rejets éventuels.
Aucun dépassement de végétaux du grillage n'est admis.
L'utilisation d'épareuse est banni.

Cependant, certains sites souhaitent établir des haies ou haies grimpantes accolés au grillage pour renforcer les séparations. Pour ce type de conjoncture, la décision reviendra au gestionnaire du site et les haies seront maintenues.

Les déchets seront réutilisés sur site et dans la mesure du possible et feront l'objet d'une valorisation en déchèterie en derniers recours. Les déchets et résidus sont traités le jour même.

4.3 Balayage et ramassage des feuilles sur voies d'accès, parkings, égouts, avaloirs

Il comprend le ramassage des feuilles mortes et débris de végétaux divers sur l'ensemble des surfaces entretenues et leurs abords. Les grilles, regards d'évacuation à grille et les cunettes seront maintenues propres. Le nettoyage et le curage des caniveaux, grilles, regards doivent être réalisés pour l'enlèvement de tous les déchets et détritux.

Les feuilles mortes doivent être balayées et réutilisées sur site dans la mesure du possible et feront l'objet d'une valorisation en déchèterie en dernier recours. Les déchets doivent être traités dans la journée.

4.4 Taille

Ces prestations ne se confondent pas avec celles de prestations d'égouttage, abatage décrite plus loin et faisant l'objet d'un autre lot.

Tous les travaux de **taille des haies** doivent être réalisés à l'automne ou avant la fin février.

En ce qui concerne les arbres ornementaux, la taille sera exécutée en hiver. Les haies sont taillées sur 1, 2 ou 3 faces.

La taille a pour objectif le contrôle du développement végétal et la préparation de la floraison future. Le port naturel et les ramifications de chaque arbuste est à respecter en tenant compte de chaque genre et espèce.

Dans certains cas la taille tiendra compte des contraintes liées à la proximité du bâti (dégagement au niveau des fenêtres et au droit du bâtiment) et de l'obligation légale de débroussaillage (OLD).

Cette prestation tient compte des principes fondamentaux suivants :

Les massifs d'arbustes sont taillés au moins 1 fois par an, en période hivernale. Le cas échéant, les tailles supplémentaires peuvent être incluses dans le forfait propre au site concerné.

La taille des feuillus consiste en une élimination du bois mort, des branches gênantes ou dangereuses, ainsi qu'en la maintenance des accessoires de plantation (drains, tuteurs, colliers, haubans...). La prestation inclut une taille de formation annuelle des arbres sous tuteur, ainsi que la surveillance du tuteurage, les parties basses (jusqu'à 2 m). Les feuillus seront paillés avec les déchets de tonte ou BRF débité sur place.

Les vignes vierges, glycines et bignonées sont taillées une fois par an. Cette taille comprend la découpe soignée (environ 50 cm) autour des menuiseries et des acrotères de façon à éviter toute pénétration dans les bâtiments ou prolifération sur les terrasses.

Les déchets de taille seront broyés et utilisés en paillage au pied des haies dans la mesure du possible et feront l'objet d'une valorisation en déchèterie en dernier recours. Les déchets sont traités le jour même.

Pour le cas de **haies champêtres** plantées par les agents à la suite d'un projet de renaturation des sites, le titulaire devra s'assurer du bon état de santé des végétaux et du bon fonctionnement du système d'arrosage et en référer aux gestionnaires des sites. Lors de ses passages, le prestataire aura à charge de désherber autour des dites plantations et y ajouter du paillage. Les haies champêtres ne rentrent pas dans l'OLD.

4.5 Désherbage et entretien des massifs floraux, zones d'aménagements paysagers spécifiques, jardinières, patios

Pour les massifs fleuris et les patios (zone 4), le titulaire doit s'assurer du bon état de santé des végétaux et du bon fonctionnement du système d'arrosage (cf. 4.6 prestations de vigilance et entretien des systèmes d'arrosage), lors de ses passages. Il vérifie le bon état des tuteurs et, le cas échéant, les remplace par des tuteurs en matière végétale non traité. Si des plants doivent être remplacés, le choix des essences se fera après consultation des gestionnaires de sites, en respectant strictement l'interdiction de la plantation d'espèces exotiques envahissantes.

Pour les massifs et bacs paillés, la prestation de désherbage inclut le rechargement du paillage de bois non traité, une fois par an. Les déchets seront réutilisés sur site dans la mesure du possible et feront l'objet d'une valorisation en déchèterie en dernier recours. Les déchets sont traités le jour même.

Le désherbage requis pour les massifs est le désherbage manuel.

Si le titulaire vient à planter ou semer, les plants doivent tous être locaux, vivaces et avoir reçu le label « végétal local ». Les mélanges de graines sont à prohiber, car souvent pourvoyeur d'espèces exotiques envahissantes (cf. 4.9 Gestion des espèces envahissantes).

4.6 Vigilance et entretien des systèmes d'arrosage

Le titulaire n'a pas la responsabilité d'arroser les végétaux tout au long de l'année.

Néanmoins lors de ses interventions sur site pour d'autres prestations, il s'assurera que les plantes ne manquent pas d'eau et avertira en conséquence le service bénéficiaire.

Il devra vérifier et rendre compte :

- Du bon état de fonctionnement du système (goutteur, fuites, pile...)
- De mettre en hivernage le système
- Programmer ou modifier la programmation de l'arrosage

Le titulaire devra tenir informé les gestionnaires des sites sur la programmation en cours du système d'arrosage (notamment sur les restrictions d'eau à effectuer). Les sites suivants possèdent un système d'arrosage : patios du 361 et 500 de Lavalette, du CBGP, système d'arrosage du LBE, ARCAD. (HBE ?)

Les travaux de réparation ou de remplacement ne sont pas compris dans le forfait. Ils feront systématiquement l'objet d'un devis que le service bénéficiaire sera libre d'accepter ou de refuser. Il pourra solliciter le devis d'une entreprise tierce pour cette seule prestation, sans que le titulaire du lot puisse se prévaloir d'un droit à l'exclusivité sur ce point.

4.7 Entretien des espaces boisés dans le cadre des OLD

Il n'existe pas d'espaces boisés à proprement parlé sur les sites du marché. Cependant, certains sites font l'objet d'obligations légales de débroussaillage (OLD), pour pallier au risque incendie.

Les travaux correspondent, dans le lot 1, à la maîtrise des ligneux dans les espaces les plus boisés des sites.

Ces entretiens seront à effectuer, selon évolution, tous les 2 à 3 ans, sur demande des services bénéficiaires.

Les zones concernées seront débroussaillées au couteau roncier si besoin et nettoyer (rémanents verts et déchets classiques). Lors des chantiers, les bois et branchages seront ramassés et évacués dans la zone dédiée du site ou utilisés en paillage à la demande.

4.8 Gestion des déchets verts

Trois options pour la gestion des déchets verts. Ils seront soit :

- Réutilisés : en paillage le jour même au pied des arbres et arbustes définis par les gestionnaires de site ou au niveau d'un projet (plantations récentes, potager). **Sauf pour les rémanents d'Ailanthé du Japon.**

- Stockés en un lieu dédié, si le site le permet. Sur une zone déterminée par les gestionnaires du site.

- Si le stockage n'est pas possible, il conviendra de les valoriser via des plateformes de compostage par exemple.

4.9 Gestion des espèces exotiques envahissantes.

En référence à [l'Arrêté du 10 mars 2020](#) portant mise à jour de la liste des espèces animales et végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain, il est interdit sur tout le territoire métropolitain et en tout temps l'introduction sur le territoire, y compris le transit sous surveillance douanière, l'introduction dans le milieu naturel, la détention, le transport, le colportage, l'utilisation, l'échange, la mise en vente, la vente ou l'achat de spécimens vivants des espèces végétales énumérées par l'arrêté gouvernemental.

Le titulaire doit donc être en mesure de les identifier et est dans l'obligation de prévenir les gestionnaires de site.

Le titulaire se doit d'être informé des méthodes d'éradication, par espèce et d'être en capacité de les extraire du site et de les éliminer en un lieu dédié pour éviter leur prolifération.

En effet, certaines méthodes peuvent empirer l'état d'expansion actuelle (ex : pailler avec des copeaux d'Ailanthé du Japon, un simple bout de cambium résiduel fait repartir un nouvel individu).

Pour l'ensemble des prestations, les éventuels frais d'évacuation (transport) et de dépôt (traitement compris) de tous les déchets auprès de décharges ou déchetteries autorisées sont à la charge du titulaire, sans supplément de prix au présent marché.

4.10 Modalités d'exécution des prestations

Le prestataire prévoit du personnel qualifié, le matériel, les produits, ainsi que toutes les fournitures nécessaires au bon déroulement des prestations du présent accord-cadre. Le personnel du prestataire doit être en possession des documents conformément à la réglementation en vigueur.

Le matériel sera homologué, en bon état de fonctionnement, sans fuites et satisfaisant aux contrôles requis. Les travaux comprennent, obligatoirement, avant chaque passage l'enlèvement des divers déchets (plastiques, papiers, branchage, etc.) sur les surfaces concernées. Le fonctionnement des engins à moteur et appareils doit être réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée au public sur le chantier, notamment l'utilisation de matériels bien entretenus, ayant le niveau sonore le moins élevé possible. Le mandataire privilégiera dans son choix du titulaire, les entreprises ayant amorcé une transition vers des équipements électriques.

4.11 Mise à disposition de certaines zones à des fins éducatives

Le prestataire est informé que certaines zones des sites pourront être mis à disposition d'organismes tels que le CFA ou le lycée agricole. Ces zones seront utilisées ponctuellement à des fins de formation des étudiants ou apprentis.

Le prestataire sera informé en amont et un planning pourra être mis en place.

5 PRESTATIONS D'ÉLAGAGE

La prestation d'élagage est répartie en 2 lots géographiques :

LOT 3 : Elagage pour les sites de Montpellier et Montferrier / lez

LOT 4 : Elagage pour les sites de Narbonne

5.1 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations concernées par ce lot sont :

Elagage, abattage, arrachage, dessouchage, débardage d'arbres.
Traitement et évacuation des arbres morts.

La taille devra conserver à l'arbre sa structure fondamentale. Elle ne devra en aucun cas modifier le port naturel du sujet ni sa silhouette, sauf si des contraintes liées aux bâtiments ou à la circulation l'imposent.

- Les branches supprimées le seront entièrement, sans laisser de chicots mais sans entamer ni le col ni la ride d'écorce ;

Il est demandé d'éviter de procéder aux élagages en période de gel, au printemps (montée de la sève), en

été (période de sécheresse) et en début d'automne (reconstitution par l'arbre de ses réserves), sauf en cas d'urgence.

Pour les arbres morts ou en mauvaise santé :

- S'ils sont dans une zone en dehors de l'OLD, ils ne seront ni abattus, ni essouchés. Les branches seront rabattues pour ne laisser qu'une chandelle de deux mètres de haut maximum. Cette structure d'arbre en chandelle pourra servir d'hôte à la biodiversité des sites.
- Si l'arbre ainsi taillé représente un danger ou occasionne une gêne pour les expérimentations : il pourra être abattu et essouché, sous réserve de ne pas endommager les canalisations existantes, à la demande du gestionnaire de site. Si un tel risque existe, le titulaire optera pour d'autres techniques de réduction de la souche. La fosse sera systématiquement comblée par de la terre végétale, exempte de pierre et de substance phytotoxique.

Les préconisations dans le cas d'un abattage sont les suivantes : vérifier les cavités favorables à la nidification avant l'abattage, pour s'assurer de ne pas faire tomber une nichée ou des chauves-souris en dormance. Si un doute demeure quant à l'occupation de cavités favorables, procéder à un abattage doux par tronçons et laisser au sol les coupes quelques jours.

Les tronçons ainsi débités seront laissés sur site, dans une zone définie par le gestionnaire, afin de servir de refuge de vie à la faune saproxylique.

Lors des chantiers, les bois et branchages sont ramassés. Ils sont broyés sur place et utilisés en paillage à la demande du gestionnaire de site. A la fin du chantier, tous les débris doivent avoir été évacués.

Le titulaire devra être en mesure d'intervenir rapidement pour élaguer ou abattre un arbre (notamment un arbre tombé) dans certaines conditions d'urgence.

Sur demande du gestionnaire de site, le titulaire devra procéder régulièrement et à bon escient à l'élitage des branches au-dessus des terrasses, des places de parking, de voiries, de la voie publique et des chéneaux ou contre les façades et les terrasses des bâtiments. Les lignes électriques aériennes devront être dégagées. Un élitage en limites de mitoyenneté devra être exécuté de façon à ce que les branches ne dépassent la limite de propriété. Ces prestations sont prévues quel que soit la hauteur de l'espèce.

5.2 Formation et qualification du personnel

Le responsable du chantier ainsi que tous les élagueurs grimpeurs devront justifier obligatoirement, d'une formation de type "Certificat de spécialisation élitage" ou équivalent (conformément au décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 et à l'arrêté du Ministère de l'agriculture et de la pêche du 4 août 2005).

Lors des opérations présentant des risques particuliers, et notamment lors des opérations de démontage d'arbres avec rétention, le titulaire devra obligatoirement assurer la présence de personnel formé aux techniques mises en œuvre.

La présence constante d'une personne formée aux techniques de secourisme est obligatoire sur les chantiers.

Lors des travaux sur les voies présentant des réseaux aériens (tailles et abattages), les agents intervenants seront titulaires de l'habilitation électrique des élagueurs permettant de mieux connaître et d'appréhender les risques d'électrisation liés aux travaux près des réseaux de distribution basse, moyenne ou haute tension.

Une sensibilisation du personnel est demandée dans le domaine du diagnostic de la dangerosité des arbres (vitalité, état sanitaire, état mécanique, défauts majeurs...). Toute observation permettant de définir un risque sera portée à la connaissance du maître d'ouvrage afin qu'il en apprécie la nature et en fasse exécuter les interventions qui s'imposent. Dans le cas de doute une expertise plus poussée par un expert arboricole pourra être alors nécessaire et commandée par le maître d'ouvrage.

Les personnels mis à disposition, leurs formations, capacités et habilitations seront détaillés par l'entreprise dans le mémoire technique joint à l'acte d'engagement.

5.3 Sécurité et équipements de protection individuelle (EPI)

Pour chaque intervention, le prestataire doit obligatoirement fournir aux techniciens les équipements de sécurité nécessaires ainsi qu'une signalisation spécifique pour la protection des personnes au travail.

Le port des EPI est obligatoire pour tout le personnel circulant sur le chantier.

Afin de prévenir tout risque d'incident, le prestataire s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout accident, notamment ceux liés au trafic routier et/ou piéton conformes à la réglementation en vigueur et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour gêner le moins possible les usagers et riverains.

Les EPI utilisés par les intervenants sur le chantier doivent être contrôlés tous les ans.

Le registre des EPI doit être tenu à jour : date d'achat, date de vérification et conformité.

Pour rappel, les EPI conseillés sont : le casque, le pantalon, la veste ou la combinaison anti coupure, les gants et manchettes anti-coupure, les chaussures de sécurité, le harnais ou une ceinture à cuissardes, des connecteurs ou mousquetons 3 mouvements, des cordes adaptées à faible coefficient d'allongement, une longe de maintien au travail, une fausse fourche pour ancrage, des nœuds autobloquants.

5.4 Dégradations causées aux voies, ouvrages et espaces verts

L'entrepreneur s'assurera de tous les moyens de prévention nécessaire devant les risques de dommages. Dans le cas de sinistre, l'entrepreneur est entièrement responsable des détériorations qu'il causerait aux ouvrages communaux ou privés notamment aux aires de circulation et réseaux en raison de l'utilisation de matériels ou véhicules inadéquats ou trop lourds. Il devra notamment, annuler ou retarder en accord avec le maître d'œuvre les travaux dans le cas de conditions atmosphériques mauvaises (terrain détrempé, dégel).

Les frais occasionnés par la réparation des dégâts seront totalement à la charge de l'entrepreneur.

Les élagages sont réalisés en fonction des espèces selon les règles de l'art de l'arboriculture et selon les principes de la taille douce.

6 Plan de prévention des risques

Le titulaire évaluera les dangers potentiels liés à l'exécution de chaque type de travaux et mettra en place des mesures appropriées pour limiter ces risques.

Le titulaire sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations, et notamment par les engins utilisés ou des résultantes directes des travaux (chute de branches, présence prolongée sur le domaine public de produits de coupe indésirables, projections de matières ...). Il mettra en place une bonne signalisation pour garantir la sécurité des travailleurs, automobilistes, deux roues et piétons.

Si de quelconques dommages affectant équipements et plantations en place devaient survenir, du fait ou indépendamment de son activité, le titulaire sera tenu d'en informer le service bénéficiaire dans les plus brefs délais et de prendre toute mesure immédiate pour sauvegarder la sécurité du public et la conservation des biens.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection du chantier ainsi qu'à celle de son personnel travaillant sur le site. Elle devra en conséquence fournir un PPR spécifique au chantier.

Le titulaire précisera la conformité de tout son matériel, de ses véhicules ainsi que les habilitations selon la législation en vigueur (décret du 24 décembre 2021).

Avant tout début d'exécution, le titulaire précisera pour chaque opération dans une fiche d'intervention :

- l'emplacement du chantier, les travaux à réaliser
- les équipements de travail utilisés
- les date de début et date prévisible de fin des travaux
- les risques spécifiques du chantier
- les mesures de sécurité spécifiques au chantier
- la procédure à suivre en cas d'accident
- le nombre de salariés intervenants
- le nom et la qualification et le numéro de téléphone de la personne dirigeant l'intervention
- éventuellement noms et références des sous-traitants et identification des travaux concernés.

7 Réunion de démarrage

Suite à la notification des marchés, et dans un délai de 2 semaines, une réunion de démarrage sera organisée avec le (les) titulaire(s) afin de préciser l'organisation des prestations, et de mettre en place un planning d'exécution des prestations.

Annexes au CCTP :

- Annexe 1 : carte ARCAD
- Annexe 2 : carte ARCAD / OLD
- Annexe 3 : carte CBGP
- Annexe 4 : carte CBGP / OLD
- Annexe 5 : carte La Valette 361
- Annexe 6 : carte La Valette 361 / OLD
- Annexe 7 : carte La Valette 500
- Annexe 8 : carte La Valette 500 / OLD
- Annexe 9 : carte HBE Narbonne
- Annexe 10 : carte HBE Narbonne / OLD
- Annexe 11 : carte LBE Narbonne
- Annexe 12 : carte LBE Narbonne / OLD